

Madame, Monsieur,

Nous voulons par la présente solliciter votre soutien dans notre combat pour éviter la fusion des académies d'Amiens et de Lille, annoncée dans un rapport de l'IGAENR (Inspection Générale de l'Administration de l'Éducation Nationale et de la Recherche). Il ne s'agit pas d'un texte issu d'un « comité Théodule » quelconque comme la République peut en produire régulièrement, mais d'un rapport qui voit déjà ses propositions en partie reprises. Ainsi le Ministre de l'Éducation Nationale a déclaré, lors de son déplacement en Creuse le samedi 19 mai dernier, que les rectorats de Limoges et de Poitiers disparaîtront. Il a certes tenté de rassurer en disant : "*Nous avons plusieurs années pour accomplir ce que dit ce rapport*"... "*rien de brutal ne va se passer (...), les implantations qui sont faites à Limoges et à Poitiers vont rester*", pourtant il s'agit des 1ères fermetures qui se concrétisent. L'officialisation de la nouvelle pour Poitiers et Limoges devrait avoir lieu fin mai.

La fédération des Sgen-CFDT est déjà intervenue auprès du Ministre dans le cadre du Conseil Supérieur de l'Éducation nationale (CSE) du 15 mai dernier. Voici la position de notre organisation syndicale telle qu'elle a été présentée lors de cette réunion qui montre que les personnels ne sont pas opposés à toute évolution mais sont fortement contre une fusion dont ils ne comprennent pas la pertinence.

*La présentation du rapport des IG sur l'organisation territoriale soulève de nombreuses questions. Le Sgen-CFDT n'est ni demandeur, ni favorable à la fusion des académies. Qu'il faille améliorer la structuration à l'échelon régional de la représentation des académies, ainsi que la coordination des académies d'une même région est une chose, que la fusion pure et simple soit l'unique réponse pertinente en est une autre. Le dialogue social qui va avoir lieu avant l'annonce de décision est indispensable pour clarifier le sens de l'organisation souhaitée, et pour que les personnels soient accompagnés dans les évolutions, que leur engagement dans le changement soit reconnu.*

*L'évolution du système éducatif doit se construire avec les agents et leurs représentantes et représentants. Cela passe par un dialogue social qui démarre tôt dans le projet de transformation afin que le sens en soit débattu et autant que possible partagé. C'est aussi ainsi que l'expertise et le professionnalisme des agents seront reconnus.*

*Vous l'avez compris, si nous estimons qu'il y a des signes engageants en matière de dialogue social : travail sur le bilan social national, sur l'égalité professionnelle entre femmes et hommes et désormais agenda social, il n'en reste pas moins que pour le Sgen-CFDT, le dialogue social n'est pas pleinement satisfaisant.*

*Cela fait partie des éléments qui ont amené le Sgen-CFDT, dans le cadre de la CFDT Fonction publique, à appeler à la grève et à la mobilisation le 22 mai pour rappeler ce qui devrait être une évidence : un service public de qualité, garant de la cohésion sociale et accessible à tous les usagers ne peut s'envisager sans connaissance et reconnaissance du travail de ses agents.*

Nous vous remercions des démarches que vous avez peut-être déjà entreprises pour contribuer au maintien de l'existence d'un rectorat à Amiens.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Amiens, le 25 mai 2018